



CTM du 10 décembre 2015

Session de 10h

Compte rendu

Informations données par M. ROL TANGUY, secrétaire général (SG) :

- **Projet de loi biodiversité** : il sera examiné en 1ère lecture au Sénat à partir du 20 janvier et devrait être adopté durant l'été 2016.
- **Ingénierie territoriale** : la DNO (directive nationale d'orientation) est en cours d'examen interministériel.
- **CEREMA** : le SG est attentif aux alertes des uns et des autres concernant les questions de management.
L'avenir du CEREMA repose sur sa capacité à devenir un partenaire reconnu des collectivités territoriales. La baisse des subventions relève des pressions exercées sur tous les opérateurs.
- **Prime MAAF** : le SG a découvert trop tardivement l'annonce d'une prime de 100 et 150 euros pour tous les agents MAAF et il invoque une impossibilité matérielle d'intervenir..... Il reconnaît une nécessaire convergence MEDDE-MAAF.
- **Résorption des retards de gestion et situation de GAP** : un prochain point sera présenté au prochain CTM.

Point n°1 : *Revalorisation au niveau du SMIC des personnels Berkani*

L'UNSA est satisfaite de cette mesure tout en regrettant qu'elle arrive aussi tardivement.

Vote unanime POUR

Point n°2 : *Modification du régime indemnitaire des ouvriers des parcs et ateliers des*

ponts et chaussées et des bases aériennes

La Cour des Comptes a demandé la mise en place d'un plafond réglementaire.

C'est l'objet des textes soumis ainsi suite à la demande du guichet unique. Le SG précise que ce n'est pas une proposition du ministère de mettre ce plafond.

Pour l'UNSA c'est une régression sociale pour les OPA ; elle ne peut donc pas soutenir cette modification.

Vote sur le décret

Contre : CGT FSU (5) FO (4) **UNSA (3)** Solidaires (1)

Abstention : CFDT (2)

Vote sur l'arrêté

Contre : CGT FSU (5) FO (4) **UNSA (3)** Solidaires (1)

Abstention : CFDT (2)

Point n°3 : Projet d'arrêté fixant la liste des opérations de restructuration de services ouvrant droit au versement de la prime de restructuration de service et d'aide à la mobilité du conjoint (CRICR).

La réorganisation des services, engagée dans le cadre de l'information routière, ouvrira le bénéfice de la PRS (36 agents concernés au total).

Pour l'UNSA, le groupe de travail sur ce dossier est un modèle de réunion alibi : pas d'ordre du jour, pas de document !

Les agents concernés manquent d'informations et de garanties, notamment quant au maintien de leur rémunération (service fait).

L'UNSA demande un report de leur date de pré-positionnement en attendant des réponses adéquates.

L'UNSA rappelle son opposition à ces restructurations permanentes ; elle s'abstiendra pour ne pas pénaliser les agents.

Vote

Pour : CFDT (2)

Contre : FO (4)

Abstention : CGT FSU (5) **UNSA (3)** Solidaires (1)

Point d'information n°1 : Présentation du projet de bilan social 2014 (photographie annuelle de la gestion des ressources humaines)

Pour l'UNSA, c'est un projet de très grande qualité.

Sur le fond, du fait des restructurations, transferts, etc., les chiffres présentés ne peuvent être comparés d'une année sur l'autre.

L'égalité professionnelle hommes/femmes s'éloigne : l'accès des femmes aux emplois supérieurs est en régression malgré les mesures du plan égalité professionnelle, et l'argument du « ministère technique » n'est pas recevable !

Le bilan montre encore une fois que les hommes ont une rémunération supérieure aux femmes. C'est un point évoqué par l'UNSA de manière récurrente dans le cadre du dossier PFR : globalement, les postes tenus par des hommes sont mieux cotés.

Une étude sur le sujet est indispensable pour expliquer et supprimer cette différence qui n'apparaît pas dans les textes mais dans la réalité du terrain.

L'administration reconnaît que les résultats ne sont pas là, et annonce (enfin.....) la signature d'une convention avec l'ENPC pour réaliser une analyse de ces différences de rémunération. Le rapport doit être rendu en février prochain et les premiers résultats seront communiqués en mars.

Point d'information n°2 : Décroisement des effectifs MAAF-MEDDE

L'UNSA rappelle son inquiétude quant aux crédits catégoriels, car les augmentations décidées par le MAAF seront financées sur les crédits catégoriels de nos 2 ministères et donc au détriment des autres agents.

Pour les crédits d'action sociale, il n'y aura pas d'abondement supplémentaire et cela réduira encore les montants par agent.

L'administration reconnaît encore une fois les difficultés engendrées par le manque de convergence MAAF-MEDDE.

Point d'information n°3 : Projets d'arrêtés fixant le nombre et le classement par groupe des emplois de direction de l'administration territoriale de l'État (DATE) des DREAL et directions régionales d'Ile-de-France.

L'UNSA précise qu'il est urgent de rechercher une convergence interministérielle sur les cotations de ces emplois.

Questions diverses posées par l'UNSA :

RIFSEEP : état d'avancement des travaux à la DGAC

CIGEM des attachés : point sur le décret d'adhésion DGAC

L'UNSA avait demandé l'inscription à l'ordre du jour d'un point de situation relatif à l'avancement à la DGAC des dossiers CIGEM et RIFSEEP concernant les attachés de la DGAC.

Les délégations FO et CGT ont quitté la séance estimant que ces sujets traités dans le cadre du protocole de la DGAC n'avaient pas à être évoqués en CTM, offrant ainsi un bel exemple de démocratie sociale.

En réponse aux questions précises de l'UNSA, la Secrétaire générale de la DGAC a indiqué que les textes concernant ces deux sujets devraient être publiés avant la fin de l'année pour une mise en œuvre en 2016.

L'UNSA a vivement regretté le manque de concertation sociale sur ces dossiers majeurs pour les cadres administratifs de la DGAC et a demandé à être associée à la mise en œuvre et au suivi de ces réformes en 2016.

NB : Tous les documents du CTM sont dans le dossier « documents CTM 2 »